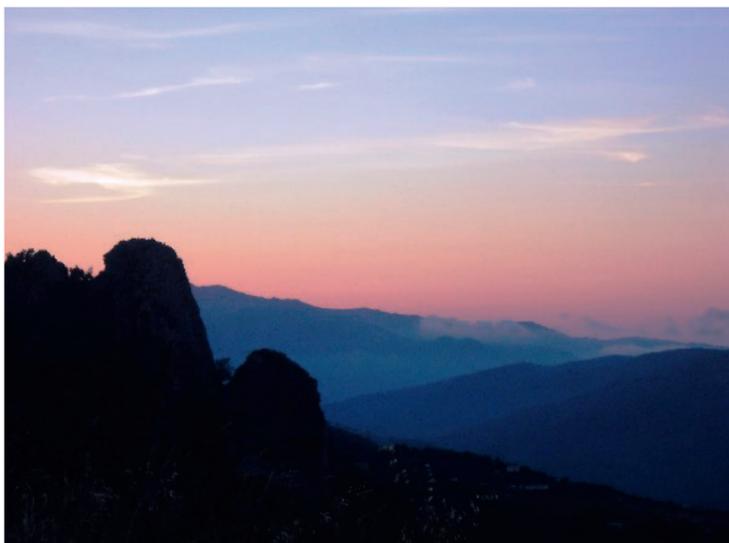


Ali Mebtouche

Le Bagnard de Kabylie



Chapitre 1

Après quatorze tentatives d'incursion, entre les années 1850 et 1857, les troupes du général Randon infligèrent une défaite historique aux guerriers de Fadma N Semeur, figure légendaire de la résistance kabyle, et installèrent leur drapeau au sommet de l'Arbaâ Naït Irathen, baptisé depuis « Fort-National ». C'était la première fois que des envahisseurs (*inikchamen*), venus d'un autre continent, pénétraient au cœur de la Kabylie. Ni les nomades arabes, venant du Moyen Orient, ni les janissaires turcs commandés par les frères Barberousse, ni même l'armée de l'Empire Romain n'avaient pu escalader les sommets inviolables du massif montagneux du Djurdjura, tant ils avaient rencontré, à chaque tentative, de fortes résistances de la part des habitants, qui empêchaient quiconque de pénétrer sur leur territoire.

Avec l'aide de nombreuses tribus arabomusulmanes, recrutées auparavant, le général Randon décida de mener une expédition au cœur de la

Kabylie. Pour réussir son invasion, il offrit des centaines de milliers de francs aux tribus arabes hostiles et ennemies de la Kabylie, pour acheminer matériel, nourriture et surtout armes de guerre sur le dos de leurs ânes et de leurs mulets. Beaucoup de ces bêtes, non habituées à escalader ce genre de montagnes, moururent en cours de route, en tombant dans des ravins ou en se cassant les pattes sur des chemins abrupts.

Sur les conseils de traîtres indigènes, le général choisit le jour de la rupture du jeûne du mois du Ramadan : « Si vous voulez surprendre Fadma N Semeur et ses guerriers, attaquez-les le jour de la fête de l'Aïd sacré. » lui dit-on. Après s'être assuré que la voie était libre, en ce jour de l'Aïd, le général Randon lança les quelque trente mille hommes de son armée à travers tous les villages entourant l'Arbaâ Naït Irathen. Il rêvait de prendre sa revanche sur l'héroïne kabyle qui lui avait infligé une défaite militaire en 1854 sur les rives de l'Oued Sibaou alors qu'elle avait à peine vingt-quatre ans.

Le soleil n'était pas encore levé, quand les militaires français commencèrent à grimper, baïonnette au canon, sur le sommet de l'Arbaâ Naït Irathen. Les villageois kabyles ne se doutaient pas que l'ennemi serait à leur porte d'un instant à l'autre.

Avertie, alors qu'elle se trouvait en famille pour fêter l'Aïd sacré, Fadhma N Semeur essaya tant bien que mal de rassembler ses hommes, des paysans, en

majorité sans entraînement et aux armes obsolètes face aux armes modernes des assaillants, mieux entraînés et mieux nourris. Pour barrer la route aux envahisseurs, les combattants de la foi (*les musbbilin*, comme leur chef les avaient surnommés) prirent position en s'abritant derrière des rochers, des chênes lièges, et des oliviers qui dominaient la pente interminable de l'Arbaâ Naït Irathen. Pour encourager les hommes à faire face à l'avancée de l'ennemi, Fadhma N Semeur ordonna aux femmes présentes sur les lieux de faire vibrer la vallée avec leurs youyous. Aux hommes qui essayaient de reculer devant le déluge des tirs des Français, Fadhma la guerrière ordonna qu'on leur attachât les pieds à un arbre, avec une cordelette, et elle leur criait : « Tire, tire espèce de lâche ! » Ceux qui refusaient de se battre, elle les faisait marquer au fer rouge afin qu'ils portent toute leur vie la marque de leur lâcheté.

Cependant, dès le premier jour, malgré sa détermination à repousser l'attaque surprise du général Randon, l'Arbaâ Naït Irathen, cœur de la Kabylie tomba aux mains des Français. Depuis, jusqu'à nos jours, selon cette formule héritée des Anciens, on répète encore cette question : « Qui a fait grimper le Français jusqu'au sommet de l'Arbaâ Naït Irathen ? (*Annewi issulin arumi ar l'Arbaâ ?*). Un dicton qui désigne des collaborateurs indigènes...

Après sa défaite face à l'armée coloniale, Fadhma N Semeur fut arrêtée. Elle avait vingt-sept ans. Avant

de la mettre au cachot puis de la placer en résidence surveillée à Béni Slimane, le général Randon la présenta à ses soldats, alignés dans la cours d'une caserne : « Je vous présente la Jeanne d'Arc kabyle. » Cette victoire sur la Kabylie du Djurdjura permit au général Randon d'accéder au grade de maréchal.

Eprouvée par son incarcération, Fadhma N Semeur mourut six ans plus tard à l'âge de trente-trois ans.

Dès la prise de la Kabylie par les Français, la chasse à l'homme commença. Pour les coupables pris en flagrant délit, ce fut la décapitation par la guillotine installée dans la ville d'Azazga, ou bien l'internement dans les bagnes. Des centaines d'hommes furent ainsi déportés dans différentes îles de la Guyane française ou en Nouvelle-Calédonie. Leurs terres furent confisquées pour être attribuées aux nouveaux immigrants venant d'Europe ou à des administrateurs autochtones mis en place par les colons pour traiter les affaires de la population indigène. Ces mandataires étaient choisis, souvent, parmi des religieux qui avaient déjà servi lors de la présence turque en Algérie. Ils appartenaient tous, ou presque, à des confréries religieuses (*zaouïas*).

Pour ne pas trop bousculer les habitudes d'un peuple sans instruction, les colons avaient conservé les mêmes dénominations. Ainsi, on garda les noms de l'amine (responsable dans plusieurs villages), de caïd (notable), de bachagha (haut dignitaire de la

hiérarchie administrative) etc... Cette stratégie, qui permettait de faire cautionner la politique des colons par ces individus au pouvoir civil et religieux, allait se poursuivre jusqu'au premier novembre 1954, date à laquelle éclata la guerre d'Algérie. Pour beaucoup d'entre elles, ces familles, qui avaient des privilèges assurés par la France, prirent parti pour celle-ci et l'histoire voulut qu'ils laissent le nom de harkis (renégats) dans les dictionnaires contemporains... Mais surtout, la France détruisit l'organisation sociale au moyen de laquelle la Kabylie fonctionnait depuis des siècles.

Ainsi la *tajmaât* (assemblée du village) fut interdite et le code de l'honneur devint hors-la-loi. Tout individu qui essayait d'appliquer cette loi ancestrale, c'est-à-dire qui se faisait justice lui-même, était qualifié de « bandit d'honneur » et châtié selon la loi des colons...

Mais la Kabylie ne se résigna pas à la domination coloniale. Même vaincus et divisés, et malgré la faim et les maladies qui sévissaient à cette époque, les Kabyles, pour la plupart, s'organisaient peu à peu pour essayer de préparer une nouvelle révolte contre l'occupant. Des réunions secrètes étaient aménagées, souvent à la tombée de la nuit, par des hommes ayant pris le maquis pour échapper à la justice coloniale. Les nouvelles circulaient de bouche à oreille, invitant les hommes à venir débattre pour trouver le moyen de rejeter les Français hors de la Kabylie. Des paysans,

armés de vieux fusils, venant de tous les coins du Djurdjura, souvent appartenant à des tribus dépossédées de leurs terres, se réunissaient dans le maquis (*leghilla*), de plus en plus nombreux, afin de préparer une nouvelle bataille pour reconquérir leurs biens indûment confisqués. Mais, faute d'un grand chef capable de fédérer la population, les quelques hommes ayant pris les armes n'avaient d'autre choix que de partir se réfugier dans les massifs montagneux de *Tamgut*, si bien qu'on les surnomma « les révoltés de *Tamgut* ». Pour monter la population contre eux, l'Administration coloniale les appelait « les hors-la-loi », « les bandits de grands chemins » qui attaquent des miséreux, et « les voleurs de bétail ». Pour les dénigrer aux yeux de la population, les religieux, complices des Français, délivraient des fatwas à leur rencontre...

Cependant, quatorze ans plus tard, en avril 1871, une autre révolte éclata en Kabylie contre l'occupant français. Cette dernière fut provoquée par un décret publié un an auparavant par le ministre de la justice Isaac Adolphe Crémieux. Ce fils d'un commerçant juif de Nîmes avait accordé à tous les Juifs d'Algérie, aux colons originaires d'Europe comme les Italiens, les Espagnols et même les Maltais, la nationalité française, tandis que les Algériens étaient relégués au statut d'indigènes dans leur propre pays. Le peuple algérien n'obtint la nationalité française qu'en 1958 lors de l'arrivée au pouvoir du Général de

Gaule... Cette décision d'exclure le peuple algérien colonisé rendit furieux les milieux religieux à l'encontre d'un ministre d'origine juive et ennemi de l'Islam. Cependant, seulement un quart de la population, c'est-à-dire le peuple de Kabylie, réagit aux appels de ses chefs religieux.

Le premier haut dignitaire qui se manifesta fut le religieux Mokrani dit *Cheikh Amuqran* que la France avait mis en place. Celui-ci avait pu rassembler des centaines de tribus kabyles armées de fusils. Bientôt, il fut rejoint par un autre religieux dit Cheikh Ahddad, ancien caïd, décoré par la France du titre de chevalier de la Légion d'honneur. Tous deux appelèrent à la guerre sainte contre les troupes coloniales installées dans toute la Kabylie. Désormais, les amis d'hier étaient devenus les ennemis d'aujourd'hui. Des religieux riches et respectables qui pratiquaient un double langage. Devant des analphabètes sans aucune connaissance de la langue coranique, ils fustigeaient les Chrétiens en les traitant de mécréants, d'impurs, d'ennemis de l'Islam... mais ils n'hésitaient pas à les servir lorsqu'il s'agissait de leurs propres intérêts. Bien que sachant la bataille perdue d'avance, les deux puissants religieux entraînaient des milliers de paysans dans la boucherie coloniale. Ils décidèrent de se soulever non pour défendre le pays (*tamurt*) mais pour rendre la monnaie de sa pièce au Juif et ministre de la justice qui les avait humiliés.

Pour encourager des égarés à les suivre, ils

n'avaient qu'un seul mot d'ordre : le Dieu Allah. Devant des centaines d'illettrés, réunis au marché de Seddouk, en petite Kabylie, Cheikh Ahddad prononça une prière en brandissant sa canne vers le ciel : « Grâce à notre Dieu Allah, plus puissant que les armes coloniales, les Français seront exterminés ! » Le grand poète Si Mohand-ou-M'hand dont la famille fut déracinée, chassée par les colons, obligée de fuir en Tunisie, critiqua l'exaltation de ces fanfarons : « Les religieux investis du pouvoir divin ont trahi ou n'ont pas su défendre le pays comme ils le prétendaient. (*Lemqam f kkan afus af tmurt.*) » dira-t-il. Deux cent mille paysans, équipés de fusils d'un autre âge, prirent part aux combats dans les massifs montagneux du Djurdjura. Ils furent bientôt transformés en chair à canon par l'artillerie coloniale. En six mois de combat, plus de vingt mille d'entre eux furent tués, et les blessés furent achevés à la baïonnette sous les yeux de leurs femmes et de leurs enfants...

Après cette victoire écrasante sur les révoltés du Djurdjura, les Français mirent toute la Kabylie à l'amende pour plusieurs millions de francs, payables en or, et les deux religieux à l'origine de la révolte furent déportés en Nouvelle-Calédonie et virent leurs terres confisquées pour être attribuées à leurs conquérants. Une fois de plus le peuple kabyle fut humilié, déraciné et poussé à s'exiler...

Chapitre 2

Parmi tous ces hommes que la France coloniale avait contraints à s'expatrier ou à prendre le maquis pour échapper à la machine infernale de sa justice, il y avait le dénommé Ouali. Il était encore enfant lorsque son père, ses grands-parents et tous ses cousins, par peur des représailles, furent obligés de fuir leur village natal, situé à Tizi Hibel, dans les monts du Djurdjura. Comme des milliers d'autres, ils durent quitter leur région pour échapper à la répression coloniale.

Après un temps d'errance à travers la Kabylie, ils trouvèrent enfin refuge de l'autre côté de la vallée de l'Oued Sibaou. Ils furent accueillis par une tribu de Aït Aïssa Mimoun, établie dans la commune de Ouaguenoun. Après qu'on leur eût accordé le droit d'asile (*lannaya*), le grand-père de Ouali et toute sa famille s'installèrent dans un petit village nommé Imkechren, face à la ville actuelle de Makouda. Ils se joignirent à une petite tribu du nom de At Yahya.

Dès leur arrivée dans ce village, habité par quatre

tribus dont les At Yahya, le grand-père de Ouali, son père et tous les siens se mirent au travail, comme tous les nouveaux migrants. Avec des branches, ils construisirent deux gourbis dans un terrain d'une centaine de mètres carrés offert par la tribu d'Aït Yahya. Ils défrichèrent quelques lopins de terre en dessous du village pour en faire un potager. Ils se mirent à greffer des oliviers et à planter des figuiers et d'autres sortes d'arbres fruitiers susceptibles de les nourrir dans ces endroits très accidentés dont personne ne voulait.

Depuis qu'on l'avait chassé avec sa famille, Ouali avait gardé une haine aveugle à l'égard de tous les individus qui, de près ou de loin, représentaient l'autorité coloniale. Comme la plupart de ses compatriotes que la France avait exclus du savoir, Ouali n'avait jamais mis les pieds dans une école. Il suivit le chemin de ses ancêtres, de rudes paysans. À l'âge de dix-neuf ans, les membres d'une famille du village voisin nommé Menaâm, situé dans une cuvette en contrebas de son village, lui accordèrent la main de leur fille. L'année qui suivit le mariage, le père de Ouali mourut, emporté par la tuberculose, une maladie qui faisait des ravages en Kabylie à cette époque, sous les yeux des colonisateurs français.

Après la mort de son grand-père et celle de son père, Ouali était désormais le chef de tous les siens. C'était à lui de se débrouiller pour nourrir et protéger toute sa famille. Il était prêt à prendre la

relève de son père. Avant de mourir, ce dernier lui avait appris à se servir de son fusil, avec lequel il avait lui-même combattu les soldats du maréchal Randon quelques années auparavant. Il le lui laissait en héritage, en espérant que, peut-être, un jour viendrait où son fils pourrait le venger des ennemis qui s'étaient approprié sa terre (*tamurti-s*). Bien qu'il se sentît un peu intimidé dans ce village qui avait pourtant adopté sa famille, Ouali hissait avec fierté le fusil laissé par son père sur son épaule et partait dans la campagne (*leghlla*) chasser les perdrix et les lièvres avec son voisin et meilleur ami M'hand. Il était le seul à avoir un fusil de chasse dans le village. Posséder une telle arme, à l'époque, était un privilège et en même temps une protection contre tous les dangers qui pouvaient menacer sa famille et même son village. Cette situation assurait à Ouali le respect de tous les villageois...

Depuis cette honteuse défaite, la Kabylie, sombrait encore davantage dans la misère. Pour survivre, les hommes étaient obligés de s'expatrier dans les grandes villes comme Alger. Certains se faisaient embaucher dans des domaines agricoles appartenant aux colons, pour préparer la terre à la culture des primeurs, piocher sous les orangers et engranger les récoltes, mais surtout pour cueillir les oranges et les mandarines au moment de la saison. Quelques-uns, qui savaient se servir d'un fusil, étaient même employés comme gardiens de fermes. Cela se passait en général au moment où les

oranges et les mandarines commençaient à mûrir, colorées par le bon soleil de la plaine de la Mitidja, près de villes comme Boufarik ou Berkhadem, endroits où beaucoup de colons s'étaient installés depuis la conquête de l'Algérie en 1830.

Parmi tous ces travailleurs saisonniers qui partaient gagner leur vie loin de leur village, il y avait quelques insoupçonnables baroudeurs qui avaient participé à la bataille contre les troupes françaises. La discrétion s'imposait, si l'on ne voulait pas se retrouver dans les bagnes français, à des milliers de kilomètres de son pays, ou s'exposer à avoir la tête tranchée par la guillotine.

Même si ces hommes haïssaient les colons qui avaient confisqué leurs terres, ils étaient obligés de venir travailler chez eux, et d'accepter leurs remontrances pour subvenir aux besoins de leurs familles. Tout en travaillant chez leurs ennemis, ils se rappelaient l'horreur qu'ils avaient vécue dans leurs montagnes, en quelques mois de rudes combats...

Bientôt, comme tous les habitants de la Kabylie, aux montagnes arides et où la faim sévissait depuis plusieurs années, Ouali fut obligé de partir en ville chercher du travail pour faire vivre les siens restés dans les montagnes. Comme tous ces nombreux autres montagnards, il se rendit à Birkhadem, dans la plaine de la Mitidja, où il trouva un emploi comme travailleur saisonnier chez un certain Monsieur Darichon, un riche colon qui exploitait un domaine